



**FACULTADE DE FILOLOXÍA**

# **LA SITUATION DES LANGUES RÉGIONALES EN FRANCE : LE CAS DU BRETON**

**Traballo de Fin de Grao**  
**Autora : Ester Álvarez Carrera**  
**Titor : Carlos Pérez Varela**  
**Curso : 2018-2019**

**Febreiro de 2019**



**FACULTADE DE FILOLOXÍA**

# **LA SITUATION DES LANGUES RÉGIONALES EN FRANCE : LE CAS DU BRETON**

**Traballo de Fin de Grao**  
**Autora : Ester Álvarez Carrera**  
**Titor : Carlos Pérez Varela**  
**Curso : 2018-2019**

**Febreiro de 2019**



FACULTADE DE FILOLOXÍA



**Formulario de delimitación de título e resumo**  
**Traballo de Fin de Grao curso 2018/2019**

APELIDOS E NOME:	Ester Álvarez Carrera
GRAO EN:	Linguas e literaturas modernas
(NO CASO DE MODERNAS) ITINERARIO EN:	Francés
TITOR/A:	Carlos Pérez Varela
LIÑA TEMÁTICA ASIGNADA:	Linguas de Francia

SOLICITO a aprobación do seguinte título e resumo:

**Título:** La situation des langues régionales en France: Le cas du breton

**Resumo**

La France est un pays divers du point de vue linguistique. Il y a plusieurs langues régionales parlées sur le territoire, mais le français est la seule langue officielle. La politique linguistique de la France repose donc sur le monolinguisme d'État.

En ce qui concerne l'étude que nous allons entreprendre, nous analyserons la situation des différents langues régionales et plus concrètement d'un cas représentatif, le cas du breton.

Les langues régionales les plus utilisées en France sont, dans l'ordre, l'alsacien (650 000), les langues d'oc (600 000), le breton (280 000), le catalan (110 000), le francique (100 000), le franco-provençal (80 000), le corse (70 000), le basque (50 000) et le flamand (30 000).

Ainsi, notre intention est de parler du cas du breton, langue celtique pratiquée à l'ouest de la France. Plus concrètement, la place du breton dans le système éducatif, dans les médias, dans le discours politique et le monde culturel.

L'objectif de ce travail est donc, par conséquent, d'étudier la situation linguistique de la France et plus concrètement la situation de la Bretagne.

Santiago de Compostela, dezasete de outubro de 2018.

Sinatura do/a interesado/a 	Visto e prace (sinatura do/a titor/a) 	Aprobado polo/a Presidente/a da Comisión de Títulos de Grao con data: 18 NOV 2018 
---	--	--

SRA. DECANA DA FACULTADE DE FILOLOXÍA (Presidenta da Comisión de Títulos de Grao)

# La situation des langues régionales en France : le cas du breton

## Table de matières

<b>1. Introduction.....</b>	<b>2</b>
<b>2. Contextualisation.....</b>	<b>4</b>
2.1. Le cadre territorial.....	4
2.2. Histoire des langues en France à partir du XIX <sup>e</sup> siècle.....	7
2.2.1. XIX siècle : — Émergence du lien langue/nation.....	7
2.2.2. XX <sup>e</sup> siècle : — La découverte en France du droit des langues.....	9
<b>3. Conceptualisation.....</b>	<b>13</b>
3.1 Langue et variété/dialecte.....	13
3.2. Normativisation/Normalisation.....	14
3.3 La langue officielle/nationale.....	15
3.4. Langues minoritaires et langues régionales.....	16
3.5. Patois.....	17
<b>4. Le cas du breton.....</b>	<b>19</b>
4.1. Situation territoriale.....	19
4.2. Histoire de la Bretagne.....	21
4.3. L'évolution du breton.....	23
4.4. Le breton aujourd'hui.....	27
<b>5. Conclusion.....</b>	<b>30</b>
<b>6. Bibliographie.....</b>	<b>32</b>
<b>7. Sitographie.....</b>	<b>34</b>

# 1. Introduction

En commençant ce travail sur la situation linguistique en France, et plus concrètement sur le cas du breton, nous devons expliquer en quelques mots le but que nous voulons atteindre et les motifs qui nous ont déterminés à porter notre attention sur ce sujet.

Lorsque plusieurs langues se trouvent en contact au sein d'une communauté linguistique, le conflit apparaît inévitable et il s'établit une dynamique entre la langue dominante et la langue dominée. Dans le cas de la France, il s'établit une politique linguistique qui repose sur un monolinguisme d'état, mais le français cohabite avec d'autres langues différentes de la langue officielle/nationale et considérées comme des langues pratiquées traditionnellement dans un territoire concret par des ressortissants qui constituent un groupe numérique inférieur au reste de la population de l'État. On parle des langues régionales, que tous les citoyens ont le droit de pratiquer dans la vie privée et publique. J'essaierai donc, dans ce domaine, de situer le statut des langues en France par rapport au français et à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

En ce qui nous concerne, le sujet choisi pour développer ce travail a une importance décisive : c'est qu'en effet les langues régionales constituent une grande partie de la culture française, même si elles sont souvent oubliées dans la construction d'une culture propre du pays. À partir de l'étude de l'histoire des langues en France, nous allons examiner l'importance de la cohabitation entre ces langues dans un même territoire à partir du XIX<sup>e</sup> siècle et nous allons montrer comment, au cours de l'histoire, le français n'a pas toujours été la langue officielle ; en fait, il n'y avait pas une langue officielle, mais il y avait beaucoup de langues régionales comme le breton, cas sur lequel nous allons nous centrer, car il s'agit d'une langue territorialisée.

En premier lieu, nous allons expliquer la naissance du lien langue/nation qui devient plus marquant au XIX<sup>e</sup> siècle avec l'émergence du mouvement des nationalités, et comment à partir de ce mouvement, les langues régionales étaient considérées comme un obstacle pour la "centralisation" du français. C'est dans ce contexte que la question de la langue prend une importance nouvelle par rapport à ce qu'elle était avant. Ensuite, nous allons examiner la découverte du droit des langues en France au XX<sup>e</sup> siècle à partir des différentes lois comme la loi Deixonne, la loi de 1975, la loi Toubon et la loi Fillon.

Après cette petite explication du contexte historique, nous allons préciser certains concepts, lesquels peuvent conduire à des erreurs, et ce en nous appuyant sur diverses encyclopédies et sur la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

Dans la deuxième partie de notre travail, nous analyserons plus concrètement le cas du breton, car il s'agit d'une langue corrélée à un espace géographique, la Bretagne, même si on ne le parle qu'en Basse Bretagne, à l'ouest de la région. Nous expliquerons de manière plus concrète la situation territoriale du breton, de la même façon qu'on parlera de l'histoire et de l'évolution de la Bretagne et de sa langue.

Finalement, nous ferons un approfondissement de la situation du breton aujourd'hui, en accordant une attention particulière aux champs de l'éducation, des médias et de la situation sociale.

Le principal objectif de ce travail est, comme on l'a dit précédemment, de repérer la situation linguistique en France. C'est à partir de notre analyse que nous verrons comment la politique et les locuteurs d'une langue sont des facteurs fondamentaux pour la situation des différentes langues qui cohabitent dans un même pays.

## 2. Contextualisation

### 2.1. Le cadre territorial

La France est un pays très riche en matière de plurilinguisme, même si parfois cette question est souvent associée à la défense des langues officielles des États, en laissant de côté les différentes langues qui cohabitent et aussi, aux problèmes de l'enseignement des langues étrangères et à l'emploi de telle ou telle langue dans les documents et établissements officiels.

La difficulté d'établir l'espace et les limites des différentes identités linguistiques et culturelles qui existent dans le pays français est très vaste, surtout lorsqu'il s'agit de délimiter l'espace des langues dites minoritaires ou régionales.

Même si les circonscriptions administratives du pays sont claires, elles ne constituent pas forcément des limites linguistiques. Par conséquent il devient délicat de déterminer un espace linguistique autonome, car les traits linguistiques sont soumis à des variations au cours du temps. Ainsi certains peuvent gagner du terrain comme d'autres peuvent reculer, et ce pour des raisons diverses. Malgré toutes ces difficultés, nous pouvons affirmer sans aucun doute l'existence de différents espaces linguistiques et culturels (Contini ; 2006:26).

Avant de tenter d'établir des limites de ces espaces linguistiques, nous allons parler des grandes régions administratives de la France, lesquelles la plupart des fois ne remplissent guère de fonction identitaire, car ils sont bien plus larges que la région avec laquelle on peut s'identifier.

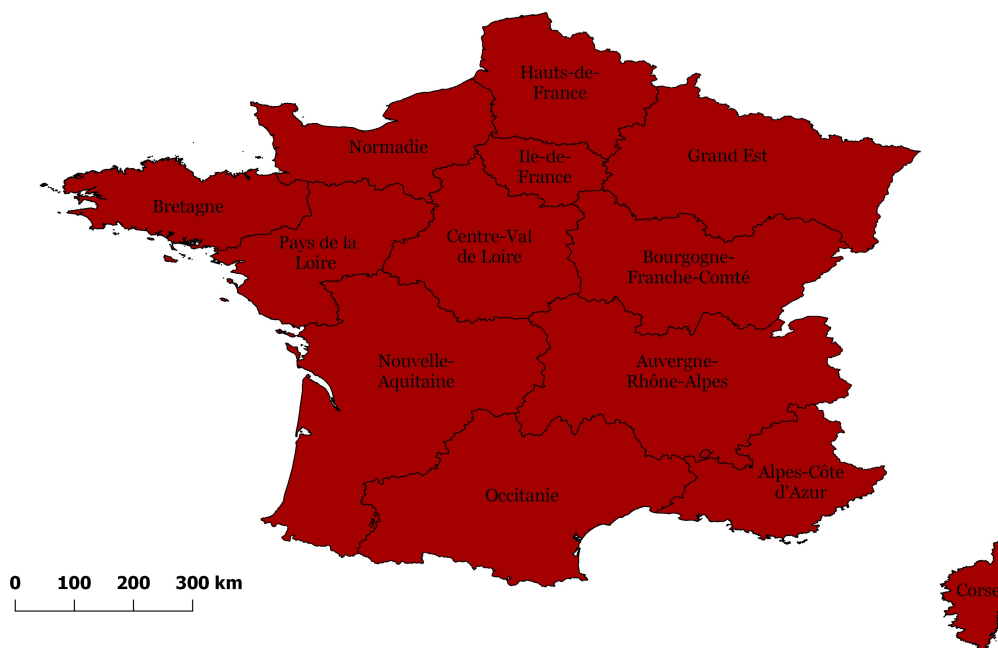


**Figure 1.** Carte des régions administratives de la France métropolitaine avant 2016.

(Blanchet, Breton et Schiffman ; 1999:98)

Dans cette carte des régions administratives de la France métropolitaine on compte 22 régions, la Corse incluse : Alsace, Aquitaine, Auvergne, Basse Normandie, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Corse, Franche-Comté, Haute-Normandie, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d’Azur et Rhône-Alpes. Il faut ajouter 5 régions d’outre-mer, qui sont aussi des départements : La Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion et Mayotte (Blanchet et *al.* ; 1999:98).

Mais, en janvier 2016 certaines de ces régions ont été rassemblées et quelques départements d’outre-mer (DOM) acquièrent le statut de département et région d’outre-mer (DROM). Ainsi, le nombre de ces régions qui avaient été établies à partir de 1956 a été réduit à 12 régions en France continentale et 6 régions d’outre-mer : Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Corse, Grand Est, Guadeloupe, Guyane, Hauts-de-France, Île-de-France, Martinique, Mayotte, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire, Provence-Alpes-Côte d’Azur et La Réunion<sup>1</sup>.



**Figure 2.** Régions administratives de la France après 2016. (Élaboration propre)

1 Ministère de l’intérieur. Les noms des nouvelles régions sont actés. En ligne : <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-des-actualites/2016-Actualites/Les-noms-des-nouvelles-regions-sont-actes> [11/10/2018]



Après avoir regardé ces cartes, nous pouvons souligner comment les régions administratives de la France ne coïncident pas avec les régions linguistiques qui sont signalées sur la carte suivante, carte qui est présentée par Vidal de la Blache et Gallois en 1948 dans leur *Géographie Universelle*.



**Figure 3 :** Carte des dialectes et frontières linguistiques en France. (Blanchet et al. ; 1999:100) 1. Frontière de la France ; 2. Limite de la langue française ; 3. Limite méridionale de la langue d'oïl ; 4. Limite septentrionale de la langue d'oc ; 5. Limite de parlers ; 6. Domaine d'Henri 1<sup>er</sup>

Sur cette carte, les auteurs mettent en relief les réalités suivantes : « frontière de la France », « domaine d'Henri Ier », « limite de la langue française », « limite méridionale de la langue d'Oïl », « limite septentrionale de la langue d'oc » et « limite de parlers » (Blanchet et *al.*; 1999:99).

Les parlers de la carte de Vidal de la Blache et Gallois correspondent pour la plupart aux langues régionales, même si l'expression « langues régionales » est liée à la mise en place des nouvelles collectivités territoriales appelées régions en 1966. Parfois, il n'y a pas de correspondance entre ces langues et les régions administratives de la France à l'exception du corse, de l'alsacien et de quelques langues d'Outre-mer (Coyos ; 1999:136). On utilise le terme de *parler* lorsqu'il s'agit de la variété d'un lieu précis, car il est considéré comme une expression relativement neutre (Kremnitz ; 2013:96).

Le fait de percevoir une frontière dialectale est vraiment difficile pour le sujet parlant, car pour lui la perception d'un espace dialectal n'est pas toujours la même que pour un linguiste qui fait une étude plus objective (Contini ; 2006:44). Pour cette raison, on considère comme un exercice vraiment difficile le fait de délimiter les domaines dialectaux dans des régions concrètes, car nous ne pouvons pas marquer des limites rigides aux différentes expressions culturelles.

## **2.2. Histoire des langues en France à partir du XIX<sup>e</sup> siècle**

### **2.2.1. XIX<sup>e</sup> siècle : — Émergence du lien langue/nation**

Nous allons essayer d'expliquer l'évolution historique des langues comte tenu des changements législatifs en France à partir du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pour nous situer au XIX<sup>e</sup> siècle, il faut comprendre la situation antérieure. Au Moyen Âge, on distingue deux types de langues : la langue du roi et toutes les autres langues (appelées aussi *patois*). À cette époque la langue est devenue un indicateur social : la haute société partage la langue du roi et les patois sont parlés par le reste des sujets. En 1539, l'ordonnance de Villers-Cotterêts a fait du français la langue des textes officiels du royaume. Il ne s'agissait pas d'une attaque contre les patois, mais face au latin qui était la langue prédominante de l'Église et de l'administration (Ylä-Outinen ; 2007:2).

Durant cette époque, on a connu divers faits juridiques et sociaux qui font partie de la politique linguistique du pays. Mais c'est au XIX<sup>e</sup> siècle que l'instrument du droit commence à jouer en France un rôle remarquable, et ce ne sera qu'à partir du XX<sup>e</sup> siècle que le corpus juridique prendra en compte l'usage du reste des langues autres que le français.

Le XIX<sup>e</sup> siècle est le début du lien langue-nation car un mouvement d'affirmation des nationalités est en émergence dans toute l'Europe, et la langue constitue un instrument de grande importance pour caractériser ces peuples. Par contre, la France reste quelque peu à l'écart de ces mouvements, car elle se considère déjà une nation grâce à l'héritage de la monarchie.

De toute façon, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la réflexion sur la langue s'est intensifiée et le français commence à prendre une importance nouvelle comme facteur d'unité tandis que les langues régionales prennent le chemin, risquent de devenir un obstacle et une menace pour la construction nationale (Woehrling ; 2013:73). En ce qui concerne la situation linguistique, l'État va entreprendre une politique de francisation.

En 1833, la loi Guizot organise l'enseignement primaire et l'instruction des éléments de la langue française, mais sans spécifier en quelle langue devait se faire cette instruction. De cette manière, les maîtres auront la possibilité d'enseigner en langue régionale avant qu'en langue française (Woehrling ; 2013:76).

*Art 1. L'instruction primaire est élémentaire ou supérieure.*

*L'instruction primaire élémentaire comprend nécessairement l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française et du calcul, le système légal des poids et mesures. (...) <sup>2</sup>*

Sous le Second Empire, de 1852 à 1870, la politique linguistique semble devenir moins rigide, et même si la langue française continue à être une matière fondamentale dans les écoles, l'enseignement peut se faire aussi en langue régionale. En fait, pendant le Second Empire un grand nombre d'enfants ne savaient pas du tout le français. On pourrait ainsi dire que, entre la Révolution française et la création des lois de Jules Ferry il n'a été créé aucune loi ni aucun décret pour obliger à parler le français dans les écoles. De cette manière les langues régionales continuent à avoir un rôle de grande importance, même si les lois jusqu'au moment, favorisent l'apprentissage de la langue française (Escudé ; 2013:340). Ainsi, on prend conscience de cette situation de diglossie qui se développe autour du pays.

Plus tard, un changement de la situation linguistique se produit à cause d'une politique vigoureuse des pouvoirs publics avec la mise en œuvre des textes juridiques et la création des lois Ferry sur l'éducation (1880) qui interdissent tout enseignement dans les langues qualifiées de *patois*. Également, pendant la troisième République, il se répand un manuel sous le nom de *Le Tour de la France par deux enfants*<sup>3</sup> (1877), avec la finalité de diffuser une formation civique, historique, linguistique et morale d'un point de vue patriotique à la jeunesse de l'époque (Moliner; 2013:291).

---

2 Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse. Loi sur l'instruction primaire — Loi Guizot du 28 juin 1833. En ligne : <http://www.education.gouv.fr/cid101161/loi-sur-l-instruction-primaire-loi-guizot-du-28-juin-1833.html&xtmc=rapport&xtnp=7&xtr=125> [11/10/2018]

3 Le Tour de la France par deux enfants En ligne : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k373586p> [07/01/2019]

De cette manière, l'école sera utilisée par la politique nationale comme un instrument pour la construction d'un monolinguisme français à travers l'hostilité à l'environnement culturel et langagier des élèves, des manuels patriotiques et des lois d'éducation..

*Art 1.- L'enseignement primaire comprend : L'instruction morale et civique ; la lecture et l'écriture ; la langue et les éléments de la littérature française (...)<sup>4</sup>*

Nous pouvons dire que cette seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle inaugurée par l'Empire de Napoléon III consacre un nouvel état d'esprit et des mentalités.

Par rapport à la presse, la loi du 29 juillet 1881 est modifiée en 22 juillet 1895 et elle décrète que les journaux français en langue étrangère passeront à être considérés des journaux étrangers et ils pourront être saisis ou interdits (Woehling ; 2013:77).

*Art. 14. La circulation, la distribution ou la mise en vente en France des journaux ou écrits, périodiques ou non, rédigés en langue étrangère, peut être interdite par décision du ministre de l'intérieur. Cette interdiction peut également être prononcée à l'encontre des journaux et écrits de provenance étrangère rédigés en langue française, imprimés à l'étranger ou en France. Lorsqu'elles sont faites sciemment, la mise en vente, la distribution ou la reproduction des journaux et écrits interdits sont punies d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 1,800 à 30,000 F. <sup>5</sup>.*

Ce siècle se caractérisera ainsi par la diffusion d'une langue commune au mépris des langues régionales et étrangères et malgré tout par la résistance de ces langues.

### **2.2.2. XX<sup>e</sup> siècle : — La découverte en France du droit des langues**

L'imposition de la langue française par rapport aux langues régionales est donc commencée au XIX<sup>e</sup> siècle et continue à se développer au début du XX<sup>e</sup> siècle d'une manière plus saillante jusqu'au point de faire reculer de manière progressive le monolinguisme non-francophone au profit d'un bilinguisme avec le français.

Cependant, dès la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle plusieurs mesures ont été prises en faveur des langues régionales. C'est en 11 janvier 1951 qu'est publiée la loi Deixonne, la seule loi de ce siècle par rapport à la langue du système éducatif, et ce jusqu'en 1975, grâce à laquelle les enfants pourront connaître les richesses culturelles et folkloriques de leur région (Woehling ; 2013:77).

---

4 Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse. Loi sur l'enseignement primaire obligatoire du 28 mars 1882. En ligne : <http://www.education.gouv.fr/cid101184/loi-sur-l-enseignement-primaire-obligatoire-du-28-mars-1882.html> [11/10/2018]

5 Legifrance. Le service public de la diffusion du droit. Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.. En ligne : [https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=89C7E6E807144C36027B15B6AF4DB5AF.tplgfr31s\\_1?idArticle=LEGIARTI000006419690&cidTexte=LEGITEXT000006070722&dateTexte=20190207](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=89C7E6E807144C36027B15B6AF4DB5AF.tplgfr31s_1?idArticle=LEGIARTI000006419690&cidTexte=LEGITEXT000006070722&dateTexte=20190207) [11/10/2018]

*Art 5. Dans les écoles normales, des cours et stages facultatifs seront organisés, dans toute la mesure du possible, pendant la durée de la formation professionnelle, à l'usage des élèves-maîtres et des élèves-maîtresses qui se destinent à enseigner dans une région où une langue locale a affirmé sa vitalité. Les cours et stages porteront, non seulement sur la langue elle-même, mais sur le folklore, la littérature et les arts populaires locaux.<sup>6</sup>*

Cette loi met fin à l'interdiction des langues et littératures régionales d'avant 1951 ; or, elle prend en considération seulement les langues considérées comme propres au territoire français (l'occitan, le basque, le breton...) en excluant d'autres langues comme l'allemand, le flamand, le corse... Nous pouvons dire que même si cette loi a pris une dimension symbolique de grande importance, son contenu est quand même extrêmement limité (Woehling ; 2013:79).

Jusqu'en 1975 le pays est caractérisé par l'absence de réglementation linguistique formelle et par la prédominance de la langue française dans un contexte où le droit des langues est dans une phase très précoce.

C'est à partir de 1975 que se produit la vraie émergence linguistique en France. Dans cette époque et jusqu'à 1992 sont développées différentes lois pour améliorer la situation linguistique à travers la réglementation de la langue pratiquée et du contenu de la langue.

Nous allons parler de la loi la plus importante de cette année-là concernant la situation linguistique, celle du 11 juillet 1975, dite loi Haby. Cette loi autorise l'enseignement des langues régionales et minoritaires dans l'Éducation nationale : il s'agit là d'une loi très importante dans le développement des langues régionales.

*Art 12. Un enseignement des langues et cultures régionales peut être dispensé tout au long de la scolarité<sup>7</sup>.*

Cette loi permet que toutes les langues minoritaires soient enseignées dans les écoles, et elle contribue à la création d'un véritable enseignement bilingue français-langue régionale. Ainsi, cette loi de 1975 représente une rénovation par rapport l'ancienne loi Deixonne (Woehling ; 2013:80).

---

6 Legifrance. Le service public de la diffusion du droit. Loi n°51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux. Loi Deixonne. En ligne : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000886638#LEGIARTI000006435003> [17/11/2018]

7 Legifrance. Le service public de la diffusion du droit. Loi n°75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation. Loi Haby. En ligne : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000334174> [17/10/2018]



- **La période débutant en 1992**

Pourtant, à partir de 1992 et jusqu'à nos jours la primauté de la langue française a évolué favorablement et elle a gagné un statut juridique. En même temps le droit de la langue a gagné en importance et il est devenu un champ d'investigation autonome.

Avec l'amendement à la Constitution (de 1958) adopté en 1992, on affirme que : « la langue de la République est le français <sup>8</sup> » et c'est avec cette idée que le pays veut affirmer sa position comme peuple. Quelques années plus tard, en 1999, le Conseil Constitutionnel développe un droit pour limiter les actions en faveur des langues régionales. Cette décision est exécutée à propos des articles exigés par la *Charte Européenne des langues régionales ou minoritaires* qui demandent la protection et la promotion des dites langues (Woehling ; 2013:84).

L'idée que la langue de la République est le français est renforcée par la loi Toubon<sup>9</sup> (4 août 1994) qui dispose que la langue française constitue « un élément fondamental de la personnalité de la France » (Woehling ; 2013:84).

D'autres processus juridiques sont développés au XXI<sup>e</sup> siècle, comme, par exemple la loi Fillon (loi d'orientation du 24 avril 2005) et le décret du 22 août 2005 qui dénoncent la marginalisation de l'enseignement des langues régionales.

*Art 20 ; — « Un enseignement de langues et cultures régionales peut être dispensé tout au long de la scolarité selon des modalités définies par voie de convention entre l'État et les collectivités territoriales où ces langues sont en usage »<sup>10</sup>*

Ainsi, la législation récente a créé une loi sur les langues régionales pour compenser la non-ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires sous le mandat de l'ex-président Nicolas Sarkozy. Plus récemment, la campagne présidentielle de François Hollande (2012) a inclus la ratification de la CELRM, mais finalement, il n'a pas tenu sa promesse (Woehling ; 2013:86).

Nous pouvons voir à travers l'histoire du pays l'évolution du droit des langues et sa caractéristique principale : une rigidité croissante. Cela vient de la défense de la langue française

---

8 Legifrance. Le service public de la diffusion du droit. Constitution du 4 octobre 1958 (JORF n°0238 du 5 octobre 1958, page 9151) En ligne : <https://www.legifrance.gouv.fr/Droit-francais/Constitution/Constitution-du-4-octobre-1958> [18/10/2018]

9 Legifrance. Le service public de la diffusion du droit. Loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française. En ligne : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000005616341> [17/10/2018]

10 Bulletin officiel. Ministère éducation nationale enseignement supérieur recherche. Loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école. L. n°2005-380 du 23-4-2005. JO du 24-4-2005- Loi Fillon. En ligne : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000005616341> [30/11/2018]

contre les menaces extérieures, car le français représente l'unité nationale ; il a été surprotégé en ignorant que la France est un pays plurilingue qui devrait s'occuper de ses autres langues.

Ainsi, même si le français a toujours eu une position très forte en France aussi bien parmi le peuple que dans les administrations, il a profité quand même des avantages législatifs pour se trouver dans la position qu'il occupe actuellement.

Nous avons aussi essayé de présenter comment les différentes langues de la France et leurs droits ont évolué au cours de l'Histoire jusqu'à la situation actuelle.

# 3. Conceptualisation

## 3.1 Langue et variété/dialecte

Avant de poursuivre ce travail, il est nécessaire de éclairer les différentes notions dont on parle. On commencera par essayer d'expliquer quand utiliser le terme *langue* et quand utiliser le terme *variété*. Même si, généralement, il n'existe pas une définition claire acceptée par tout le monde pour expliquer ces termes, nous pouvons affirmer que les *langues* sont spécifiées par des attributs : langue nationale, officielle, régionale... pendant que les *variétés* servent plus pour décrire toute variation géographique, sociale, médiale... Le manque d'une définition admise par la majorité empêche d'indiquer avec exactitude le nombre de langues parlées sur la Terre et il complique toute tentative d'établir des limites entre des *variétés* et des *langues* (Kremnitz ; 2013:95).

L'auteure, Andrée Tabouret-Keller (1997) définit les *langues* comme :

*Des entités qui bénéficient d'un statut institutionnel auquel le plus souvent les lie un nom. Comme tout parler, elles font l'objet de supports symboliques, principalement l'écriture, et de représentations, aussi nombreuses que contradictoires à l'occasion.*

Mais cela n'est qu'une définition parmi tant d'autres qui peuvent se compléter ou même se contredire entre elles. Une difficulté plus grande arrive au moment où nous essayons d'établir les limites entre ce que nous classifions comme *langue* ou comme *dialecte/variété*. Selon les termes de Georg Kremnitz, « c'est sur une sociologie très sommaire que repose l'emploi populaire de ces termes » (2013:95).

L'encyclopédie Larousse (2018) définit le *dialecte* comme :

*Ensemble de parlers qui présentent des particularités communes et dont les traits caractéristiques dominants sont sensibles aux usagers. Les dialectes sont des variantes d'une langue utilisées dans une aire géographique et/ou sociale plus restreinte que celle-ci. (...) Les dialectes se trouvent donc concurrencés par la langue commune et reculent devant elle. Ils peuvent alors dégénérer au point de devenir des patois*

Lorsqu'on utilise le terme *dialecte*, on implique une idée associée à quelque chose qui est socialement « moins » qu'une langue et qui renvoie à la variation de la langue dans l'espace avec un emploi très limité. Mais, au lieu d'utiliser cette expression, on parlera du terme *variété*, qui implique différentes variations dans la langue, et on limitera l'emploi de *dialecte* ou *parler* lorsqu'il s'agit de variétés spatiales, même si ce terme implique la plupart du temps une idée négative.



Ces idées par rapport aux définitions de *langue* et *dialecte/variété* sont vraiment difficiles à appliquer à niveau mondial, car ils impliquent des idées typiques de la culture occidentale, lesquelles n'ont aucune relation avec le reste de cultures (Moreno ; 2008:46).

Donc, on marque une différence essentielle entre ces deux termes, par rapport à la conception sociale de ce qu'implique chacune de ces expressions, et on souligne le fait de l'inexistence de définitions claires pour ces concepts qui nous permettraient de savoir classer d'une manière fiable ce qui est une langue et ce qui est une variété.

## 3.2. Normativisation/Normalisation

Il est d'autres concepts qu'il faut éclaircir avant de poursuivre notre travail : ce sont ceux de *normativisation* et *normalisation*, deux notions qui tendent à se confondre entre elles.

La *normativisation* consiste à choisir des variantes qui doivent être standardisées ou exclues, et de cette manière établir une langue normative avec une normalisation de l'orthographe. Ou, pour le dire avec les mots de Sylvain Auroux (1992:28), la *normativisation* peut être définie comme :

*Le processus qui conduit à décrire et à outiller une langue sur la base de deux technologies qui sont encore aujourd'hui les piliers de notre savoir métalinguistique : la grammaire et le dictionnaire.*

Ce processus est étroitement lié à la *normalisation*, car celui contient un aspect linguistique qui consiste à élaborer une codification linguistique (normativisation), en liaison avec un autre aspect plus social, étroitement connecté à l'emploi de la langue (Kremnitz ; 1981:68).

Ainsi, pour qu'une langue soit pleinement normalisée, elle doit être d'abord pourvue d'un standard et d'un ensemble de normes, cela veut dire, elle doit être normativisée.

Le processus de *normativisation*, pour ce qui concerne l'Europe, se déroule au cours des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles et, par rapport à la langue française, ce processus se produit en même temps que celui de *normalisation*. Ces deux processus sont déterminants pour l'unification linguistique du territoire et ils ont contribué à l'émergence du français comme langue fondamentale de la communication (Boyer ; 2013:183).

Lorsque nous parlons d'unilinguisme, nous faisons référence à l'unification linguistique du territoire. Cette domination linguistique dans un état plurilingue est la cause d'une situation de quasi-substitution et de plusieurs conflits linguistiques entre la langue dominante et l'ensemble des langues du territoire de la République.

Ce processus consistait à imposer la langue du roi comme unique langue administrative pendant l'Ancien Régime, et à partir de la Révolution française cette langue est établie comme seule

langue nationale même si certains groupes révolutionnaires se sont davantage positionnés en faveur de la valorisation du reste des langues de l'État. (Boyer ; 2013:184)

Ainsi, nous avons essayé de montrer les différences entre ces deux concepts que nous pouvons trouver dans tout travail sur des sources caractéristiques, et qui sont confondus de manière très fréquente. Donc, nous en avons conclu que les normes linguistiques sont d'une grande pertinence pour le processus de normalisation, et que ces deux phénomènes ont un fort lien parmi ces évolutions.

### 3.3 La langue officielle/nationale

On tend à identifier la *langue nationale* avec des entités politiques baptisées nations. Ainsi, la *langue nationale* de la France serait le français (Baggioni ; 1980:36). Mais, par contre, la classification des groupes linguistiques ne correspond pas à la carte politique.

Staline (1913) définit la nation comme « une communauté stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans une communauté de culture ». Pour lui, l'ensemble de tous ces indices était nécessaire pour qu'une nation soit considérée comme nation et la communauté linguistique représentait un de ses plus importants signes.

Ainsi, la langue constitue une des composantes essentielles pour réussir à définir la nation.

Mais, sur le territoire national différentes langues cohabitent depuis un grand nombre de siècles. Ces langues sont souvent ignorées par le pouvoir central et minorisées par la variante linguistique dominante, celle qu'on appellera langue nationale/officielle. Staline comprenait qu'il existait des dialectes, des parlers locaux... mais pour lui la langue unique et commune à la nation prévalait sur les autres (Baggioni ; 1980:38).

Mais, cette définition de *langue nationale* de Staline est, selon les mots de Baggioni (1980) « un concept fictif » qui ne correspond pas avec la réalité linguistique.

Pour ce qui nous intéresse ici, la France est l'un de ces cas, celui d'un territoire national à base pluriethnique où l'unification linguistique a été imposée, car le français est bénéficiaire, au long de l'Histoire, d'une centralisation politique et culturelle.

Une des dates-clés de l'histoire politique et linguistique de la France est 1539, lorsque l'Ordonnance de Villers-Cotterêts impose l'usage de la langue maternelle dans les actes juridiques et ainsi le français reçoit un important appui du pouvoir central. Cette alliance entre la langue française et le pouvoir central se renforce avec la création de l'Académie française (1635) dont les statuts furent rédigés par Richelieu.

Une autre date-clé dans l'histoire linguistique de la France est la Révolution de 1789 : le français est la langue de l'administration, monarchique, de la bourgeoisie d'une grande part du territoire. À cette époque-là, beaucoup de francophones utilisaient ainsi « la langue du roi » comme le dialecte français (Baggioni ; 1980:40).

Ainsi, pour devenir *langue nationale*, le français assume l'ensemble des fonctions sociales du langage et il vaut pour tout le territoire national.

Actuellement, le français est la langue commune du peuple français et la langue unique de l'administration, langue de culture, de presse et la langue quotidienne de la plus grande partie de la population (B. Pottier 1968 La situation linguistique de la France).

### 3.4. Langues minoritaires et langues régionales.

Lorsque nous parlons des langues régionales et minoritaires, nous avons tendance à confondre ces deux termes qui tendent à apparaître dans d'innombrables contextes. Notre travail est centré sur une *langue régionale* en particulier, le breton. Mais pour parler des *langues régionales* il faut définir clairement ce concept ainsi que celui de *langue minoritaire*.

Les *langues régionales* sont définies par la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (2016) comme :

*Des langues parlées sur une partie du territoire national depuis plus longtemps que le français. (...) Les langues d'usage de l'ensemble de la société dans une zone donnée, jusqu'à ce que le français s'impose progressivement, et qu'elles deviennent minoritaires dans la zone en question. Il s'agit en tout état de cause du patrimoine linguistique national<sup>11</sup>.*

Alors, nous pouvons qualifier ces langues de *minoritaires* lorsque le nombre de locuteurs est très limité. Ainsi, cette étiquette est utilisée aussi pour les langues qui peuvent être des langues officielles d'un état mais qui, parallèlement, sont parlées par une minorité dans un autre, comme par exemple le cas de l'arménien dans certaines régions de la France (Le Besnerais et Cortier ; 2012:6).

Pour protéger et promouvoir ces langues, il existe un traité qui prévoit des directives précises sur la façon dont ces langues doivent être utilisées dans la vie publique de tous les jours. Il s'agit de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

Cet instrument a une place particulière, car il s'agit du seul traité au monde qui lutte pour la reconnaissance et le respect des langues régionales ou minoritaires.

---

11 Un site du ministère de la Culture. Langue française et langues de France. En ligne : <http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Langue-francaise-et-langues-de-France/Politiques-de-la-langue/Langues-de-France/Langues-regionales> [22/11/2018]

Elle est signée en novembre 1992 par dix-huit des pays membres du Conseil de l'Europe d'alors, mais ratifiée par sept seulement, la France n'en faisant pas partie (Tabouret-Keller:1999:105). La CEDLRM définit aussi l'expression *langues régionales ou minoritaires* comme des langues :

*1. Pratiques traditionnellement sur un territoire d'un État par des ressortissants de cet État qui constituent un groupe numérique inférieure au reste de la population de l'État ; et différentes de la (des) langue(s) officielle(s) de cet État ; elle n'inclut ni les dialectes de la (des) langue(s) officielle(s) de l'État ni les langues des migrants<sup>12</sup>.*

À partir de l'analyse de la Charte par Jean-Marie Woehrling (2013:16) nous pouvons distinguer six caractéristiques principales de ce traité :

- L'objet de ce document est sa caractéristique principale : la protection des langues régionales ou minoritaires.
- L'engagement en faveur de la protection de ces langues en instituant des obligations juridiques à la charge des États adhérents.
- L'usage des interdictions mais aussi des engagements positifs pour réussir une politique active qui lutte pour la préservation et la promotion de ces langues.
- Son intérêt en ce qu'elle concerne la majorité des citoyens et non seulement les groupes minoritaires
- La place de la Charte dans un contexte de complémentarité, de plurilinguisme ; la lutte pour la cohabitation cordiale et raisonnée de ces langues.
- La reconnaissance de l'égale dignité des langues en tenant en considérations les besoins juridiques de chaque langue. Traiter les langues avec différentes règles en respectant la situation objective de chaque langue.

Il s'agit, donc, d'un instrument qui institue des obligations pour les différents États adhérents, avec la finalité de sauvegarder les langues qui sont en risque d'exclusion. Cette carte nous aide à comprendre l'importance de ces langues.

### 3.5. Patois

Nous avons parlé des différentes dénominations que les langues peuvent avoir, mais ces dénominations ne sont pas toujours acceptées par les locuteurs de ces langues. Il s'agit de termes

---

<sup>12</sup> Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Conseil de l'Europe. Série des traités européens n°148.  
En ligne : <https://rm.coe.int/168007c07e> [22/11/2018]

approximatifs, dont les définitions ont changé au long de l'histoire et généralement n'ont pas une définition fixe et acceptée par tous.

Le désignant *patois* a évolué au long de l'histoire. Ainsi, la définition de ce terme des dictionnaires du XVII<sup>e</sup> siècle est la suivante :

- « *Langage de païsan, ou du vulgaire.*  
*Parler son Patois. i. e. son langage maternel & grossier* » (A. Oudin, *Curiositez françoises, pour supplément aux dictionnaires...*, Paris, 1680)
- « *Sorte de langage grossier d'un lieu particulier & qui est différent de celui que parlent les honnêtes gens. Les provinciaux qui aiment la langue viennent à Paris pour se défaire de leur patois. Il parle encore le patois de son village. Parler patois* » (Pierre Richelet, *Dictionnaire françois*, Genève, 1680)
- « *Langage corrompu & grossier tel que celui du menu peuple des paysans & des enfants qui ne savent pas encore bien prononcer. On le dit aussi des étrangers dont on n'entend point la langue. J'ai dîné avec des Allemans, mais ils ont toujours parlé en leur patois, je n'y ay pû rien comprendre* » (A. Furetière, *Dictionnaire universel*, La Haye et Rotterdam, 1690)
- « *Langage rustique, grossier comme celui d'un païsan, ou du bas peuple. Je n'entends point son patois, il parle un franc patois, il me dit en son patois que...* » (*Dictionnaire de l'Académie françoise*, Paris, 1694)

Nous pouvons observer comme pendant le XVII<sup>e</sup> siècle ce terme est qualifié de « grossier », « rustique », « vulgaire », « du bas peuple », il s'agit toujours de connotations négatives des façons de parler différents du français légitime et certaines valeurs de ces définitions se conservent aujourd'hui quand il s'agit d'utiliser ce terme, même si sa définition a évolué et qu'elle a acquis d'autres valeurs (Boyer ; 2013:170).

Ainsi, actuellement le patois est défini par l'encyclopédie Larousse (2018) comme :

*Système linguistique essentiellement oral, utilisé sur une aire réduite et dans une communauté déterminée (généralement rurale), et perçu par ses utilisateurs comme inférieur à la langue officielle.*<sup>13</sup>

Entre les différentes définitions de cette notion, on trouve que, en France, le *patois* est considéré comme un antagonisme du français, dans une situation de diglossie qui se trouve toujours en faveur de la langue dominante. C'est un terme peu précis, utilisé exclusivement dans des pays francophones.

Il s'agit d'un terme stigmatisé qu'on continue à utiliser presque toujours avec une valeur négative pour faire référence aux langues régionales ou minoritaires. La plupart des linguistes préfèrent parler des langues et ses variétés mais ce terme continue d'être accepté dans le monde de la linguistique.

---

13 Larousse. Dictionnaires de français. Définition de patois. En ligne :  
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/patois/58677> [25/11/2018]

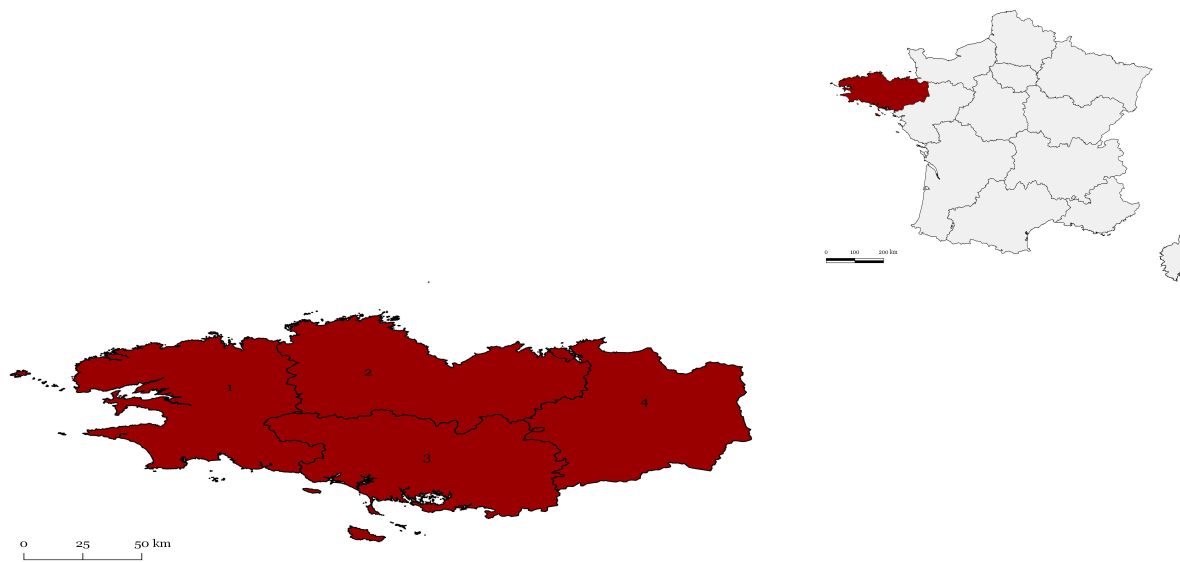
## 4. Le cas du breton

### 4.1. Situation territoriale

En France, la région est définie ainsi :

*La Structure la plus récente de l'administration locale française, constituée par le regroupement d'un ou de plusieurs départements (...) est devenue une collectivité territoriale à part entière, au même titre que la commune ou le département, à la suite des lois de décentralisation du 2 mars 1982 et du 16 mars 1986, date de la première élection des conseillers régionaux élus pour 6 ans au suffrage universel ; son existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003<sup>14</sup>*

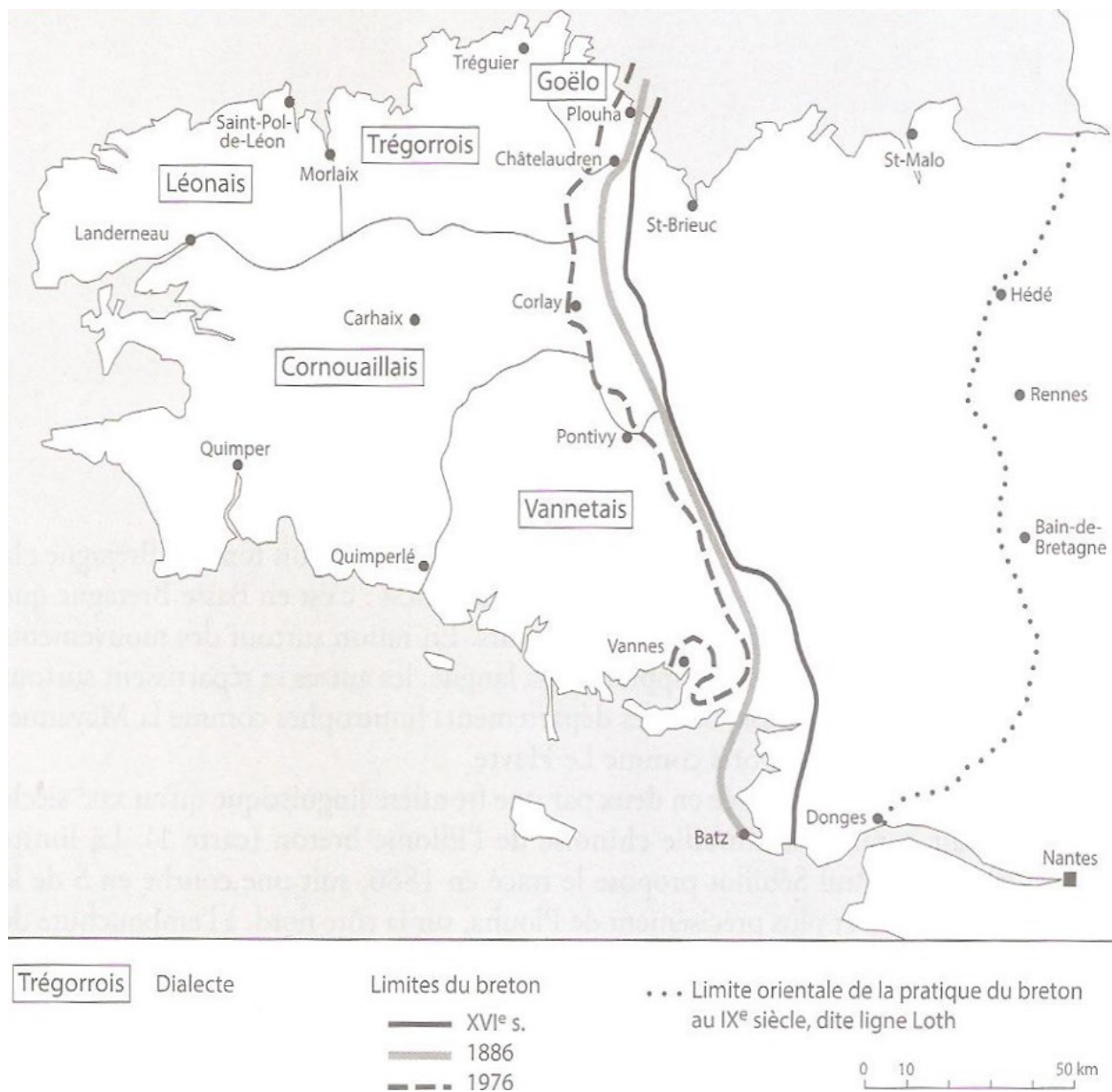
De cette manière, on désigne la Bretagne comme une région qui fait partie du royaume français depuis 1532, mais cette région ne recouvre pas entièrement tout le territoire de la Bretagne historique. On parle d'un territoire en forme de péninsule qui se trouve à l'ouest de la France avec la mer Celtique et la mer d'Iroise à l'ouest, le golfe de Gascogne au sud et la Manche au nord. Il s'agit de la région française qui compte la plus grande longueur de côtes : 3000 km, si on compte le littoral et les nombreuses îles qui la forment.



**Figure 4.** Carte des départements de la Bretagne. 1. Finistère 2. Côtes d'Armor, 3. Morbihan, 4. Ille et Villaine.  
(Élaboration propre)

14 Larousse. Dictionnaires de français. Définition de région. En ligne : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/r%C3%A9gion/67635?q=region#66878> [22/11/2018]

La Bretagne administrative compte avec quatre départements : les Côtes d'Armor, le Finistère, l'Ille-et-Vilaine, et le Morbihan, tous les quatre ouverts sur la mer et dont Rennes est la capitale régionale. Aussi, la Bretagne est délimitée par une frontière linguistique en deux : La Haute Bretagne et la Basse Bretagne. La Haute Bretagne est la partie Est, elle parle le français et le gallo. La Basse Bretagne est la partie Ouest, elle est bretonnante et celtophone<sup>15</sup>.



**Figure 5.** Carte de la Haute Bretagne et la Basse Bretagne. (Broudic;2005:440)

15 Région Bretagne. Le site de la Région Bretagne. En ligne : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/r%C3%A9gion/67635?q=region#66878> [02/12/2018]

## 4.2. Histoire de la Bretagne

Pour comprendre la Bretagne d'aujourd'hui il faut connaître ses racines. La Bretagne est habitée par un peuple ancien qui, malgré les divers conflits et dominations vécus au long de l'histoire, a réussi à conserver sa culture, son identité et sa langue.

La dénomination de Bretagne, comme concept approximatif à un territoire circonscrit au domaine qu'on connaît aujourd'hui comme Bretagne, apparaît à partir de la colonisation des Bretons de l'Armorique<sup>16</sup> et des mouvements massifs de ce peuple<sup>17</sup>. Ainsi, les hommes et femmes issus de terres d'outre-Manche mélangés avec les Armoricains indigènes donneront naissance à ceux qu'on appellera Bretons (Cornette ; 2005: I,122). Ce nouveau peuple se caractérise par le développement d'un ensemble d'institutions qui le différencient du reste de la Gaule.

On avance dans l'histoire de la Bretagne jusqu'à l'année 1532, date clé puisque le duché de Bretagne passe alors au statut de province (Cornette ; 2005: I,418). Après l'adoption de la requête des députés (4 août 1532) François I<sup>er</sup><sup>18</sup> unit et joint les pays et duché de Bretagne au royaume et à la couronne de France de manière permanente sans changer leurs droits et privilèges. (Cornette ; 2005 : I,424). Donc, les Bretons ont conservé leurs états, leur parlement et leur autonomie administrative, ainsi que leurs libertés fiscales et ecclésiastiques.

De cette manière, ce traité impliquant l'union de deux couronnes sera publié en septembre 1532 au château du Plessis-Macé (Cornette ; 2005: I,425).

Après l'indépendance de la Bretagne, il y a eu une transition plutôt discrète. Et, avec l'intégration dans le royaume, le commerce, la vie maritime et l'artisanat ont été stimulés (Cornette ; 2005: I,439)

Une autre date qui occupe une place exceptionnelle dans l'histoire de la Bretagne est l'année 1675. Cette année-là commence la révolte des Torreben<sup>19</sup>. Il s'agit de la dernière grande insurrection antifiscale de l'Ancien Régime et cela se passe au cours du règne de Louis XIV. Cette révolte apparaît en fait comme une opposition entre les villes et les campagnes en se nourrissant de l'hostilité du peuple envers les seigneurs (Cornette ; 2005 :I,604).

---

16 L'Armorique (« pays à côté de la mer » ou « en face de la mer ») est un nom d'origine gauloise qui désigne le territoire entre La Loire et la Seine jusqu'au VI<sup>e</sup> siècle, lorsque le nom « Bretagne » ou Britannia commence à désigner la partie ouest de la péninsule et toutes les régions colonisées par les Bretons. (Cornette ; 2005:I,121)

17 La Langue et la religion de ces hommes et femmes indique que la majorité d'eux venaient du Sud-ouest de l'Angleterre et du pays de Galles. (Cornette ; 2005:I,122)

18 François d'Orléans. Roi de France entre 1515 jusqu'à sa mort en 1547. Il est considéré comme le roi emblématique de la période de la Renaissance française.

19 Torreben est la traduction en breton de "casse-tête". Aussi, cette révolte reçoit le nom des "Bonnets rouges" ou encore du "papier timbré" (Cornette ; 2005:I,603).



Les insurrections ont duré d'avril à septembre 1675 dans un contexte international plutôt instable. Il s'établit donc dans la Bretagne une crise aggravée par la situation internationale, et le petit conflit qui avait commencé dans le pays devient dans une guerre longue qui oblige la France à intervenir.

Finalement, aucune des revendications paysannes ne fut suivie d'effet et la révolte se traduisit par une situation de répression avec l'ordonnance du roi de détruire toutes les archives judiciaires concernant la rébellion.

Depuis la fin du XV<sup>e</sup> siècle commenceront dans la Bretagne des années de crise auxquelles va succéder une période de calme et d'apaisement politique au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais, même si la situation politique de l'époque était plus stable que l'antérieure, le siècle des Lumières sera marqué par une grave crise de surmortalité (Cornette ; 2005:II,44).

La date remarquable suivante, dans l'histoire de cette région est la Révolution Française (1789) dont les premiers affrontements entre des nobles et des étudiants ont lieu à Rennes, sur la place du Palais qui borde le Parlement de Bretagne. Là, les débuts de la Révolution sont marqués par une forte opposition entre la noblesse et le tiers état. La bourgeoisie bretonne apparaît comme clairement bénéficiaire de la plupart des initiatives en 1789-1790, car la révolution lui permet de s'imposer comme la seule alternative au régime monarchique (Cornette ; 2005:II,151).

La fin du XVIII<sup>e</sup> siècle se caractérise par un flot d'insurrections : on la nomme la Chouannerie<sup>20</sup>, une guerre civile entre Républicains et Royalistes qui a lieu en Bretagne, entre autres, à partir de l'automne 1793 (Cornette ; 2005:II,179) et qui se terminera par la victoire des Républicains en 1800.

Le XIX<sup>e</sup> siècle arrive avec une augmentation de la population, mais aussi une décadence économique qui affecte la Bretagne. Ainsi, elle est une des régions des plus pauvres du pays, et où environ deux tiers de la population vivent encore de l'agriculture. (Cornette ; 2005:II,239) Dans ce siècle se remarque la diffusion de la pomme de terre entre 1840 et 1880 et l'expansion lente du folklore et du costume de la civilisation paysanne. En conséquence, la société traditionnelle devient objet de grande attention pour les érudits et les chercheurs d'une culture « authentique ». Cet intérêt pour la « matière bretonne » passe par une redécouverte de la langue bretonne, qui sera surtout entretenue par la religion, car la littérature de type religieux dominera de manière intense la production imprimée en cette langue (Cornette ; 2005:II,296).

Le XX<sup>e</sup> siècle est marqué par la Grande Guerre, appelée après 1945 la Première Guerre mondiale, un conflit qui commence en 1914 et qui implique les puissances européennes divisées essentiellement en deux grandes alliances : d'un côté, les « Alliés » (ou Puissances alliées),

---

<sup>20</sup> Les insurgés sont nommés comme "les chouans" par allusion au cri de reconnaissance utilisé par eux qui imité le cri de la hulotte ou du chat-huant. (Cornette ; 2005 :II,179)

composée de la France, du Royaume-Uni et de la Russie (entre autres). D'autre côté, les Empires centraux, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie<sup>21</sup>. La guerre ne finira pas avant 1918.

Dans ce conflit, la Bretagne se trouve loin du front, jusqu'au moment où la guerre sous-marine commence en septembre 1916 en Manche et dans l'Atlantique. À ce moment-là, la Bretagne assiste au plus grand déploiement de forces aéronavales jamais vécu par une autre région jusqu'à ce moment. Environ 240 000 Bretons perdent la vie pendant le conflit, il s'agit d'un des chiffres plus grands de tout le pays français, par rapport au nombre de soldats engagés dans chaque « région » (Cornette ; 2005 :II,406).

L'autre date marquant le XX<sup>e</sup> siècle est la Deuxième Guerre mondiale. Cet autre conflit trouve ses origines directement dès la fin de la guerre précédente et elle se déroule entre 1939 et sa fin le 8 août 1945, en Europe du moins. L'opinion bretonne a semble-t-il basculé pendant le conflit. Une partie du mouvement politique breton s'engage dans la collaboration, entre autres le Parti national breton, les *Bagadoù stourm* ou la *Bezenn Perrot*. Ainsi, pendant et après cette guerre, la langue et certains partis bretons seront stigmatisés à cause de cette collaboration (assez minoritaire) avec l'Allemagne.

L'autre partie de la population se trouve dans les mouvements de Résistance, surtout une population jeune avec des professions comme ouvriers, employés publics ou artisans. Entre autres groupes de résistance on souligne *Sao* (ou *Sav*) *Breiz* ou le groupe *Liberté* de Saint-Nazaire (Cornette ; 2005 :II,496). L'annonce de la fin de la guerre se produit le 8 mai 1945, et il est considéré comme un moment de joie, de liesse, de renaissance et de reconstruction d'une France neuve. La fin du XX<sup>e</sup> siècle est marquée par l'affirmation identitaire et par la revendication bretonne qui a pris la forme d'une véritable révolution culturelle ; ainsi, la langue se maintient grâce au travail d'une élite urbaine formée par des professeurs, étudiants... et elle devient un symbole de l'identité de la Bretagne.

### 4.3. L'évolution du breton

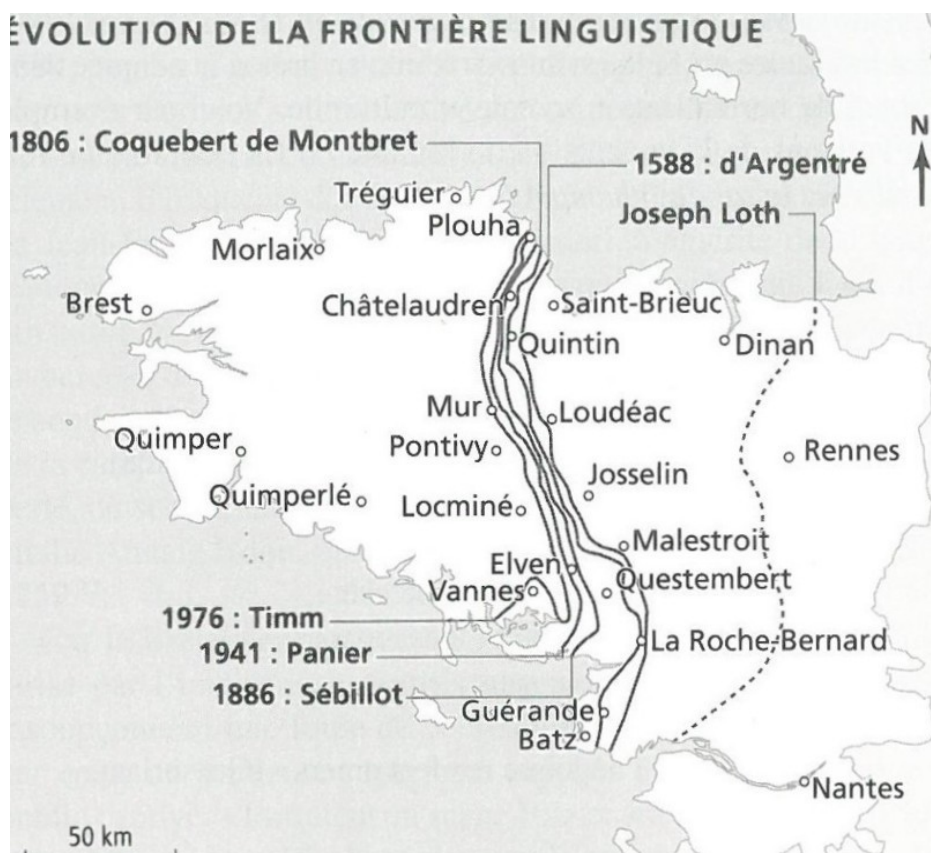
Lorsque nous parlons du breton, on fait référence à une langue territorialisée, cela veut dire qu'elle est associée à un territoire.

On divise la Bretagne en deux régions selon son "choix" linguistique : La Basse Bretagne (à l'ouest) et la Haute Bretagne (à l'est). Pratiquement tous les locuteurs du breton (90 %) résident en

---

21 Aux "Alliés" se joignent plus tard d'autres états comme la Belgique, le Japon, l'Italie, la Roumanie, le Portugal ou les États-Unis, entre autres. Aux empires centraux se joignent l'Empire Ottoman et le Royaume de Bulgarie.

Basse Bretagne. Nous pouvons percevoir cette frontière linguistique plus clairement dans cette carte publiée dans *l'histoire de la Bretagne et des Bretons* de Joël Cornette (2005) :



**Figure 6.** Carte de l'évolution de la frontière linguistique.

Mais cette frontière n'est pas fixe, et elle continue à avancer vers l'ouest et à reculer d'une manière plus sensible au sud de la Bretagne qu'au nord. Il y a différentes transformations et aspects sociaux qui affectent la situation de cette langue au long du temps.

Au Moyen Âge, le duché de Bretagne était un pays trilingue : on y parlait le breton, le français et le latin. Le latin était la langue de l'Église et de l'Administration, et l'usage du breton était adopté par le peuple dans la vie de tous les jours. Mais après l'ordonnance de Villers-Cotterêts en 1539 (dont on a parlé préalablement) le français est adopté rapidement par la Haute Bretagne pour l'usage administratif. Or, la Basse Bretagne mettra longtemps en abandonner le latin au profit du français, avec un décalage de trois quarts de siècle (Broudic ; 2013:443).

Donc, dans cette situation de diversité linguistique, on considère le breton comme la langue vernaculaire de la Basse Bretagne, mais il est essentiellement une langue orale, car même si on

conserve des textes en français du XIII<sup>e</sup> siècle, on ne trouve aucun document administratif en langue bretonne datant du Moyen Âge. En fait, par rapport au breton écrit, aucun membre de la communauté religieuse ne s'est intéressé d'éditer en langue bretonne, la première œuvre à caractère littéraire étant une *Passion* publiée à Paris en 1530 (Broudic ; 2013:447).

Ainsi, la communauté religieuse est un facteur fondamental dans la préservation et l'expansion du breton.

À partir du IX<sup>e</sup> siècle, on ne nommait que des bretonnants<sup>22</sup> à la tête des abbayes et des évêchés. Par norme, la règle d'idiome devait être respectée par les locuteurs avec risque de perdre leur bénéfice. Aux siècles suivants, avec l'existence de titulaires non résidents, il apparut le besoin de nommer des *Britonnes Britonizantes* (Bretons bretonnants) comme interprètes, ces interprètes avaient l'obligation de traduire fidèlement le discours entre les locuteurs de différentes langues. °

C'est un siècle plus tard qu'apparaît le *Catholicon*, un dictionnaire breton-latin-français rédigé par le bachelier Jehan Lagadeuc en 1464 et imprimé en 1499, comme outil pour l'apprentissage des autres langues.

Pour avoir une carrière normale en Basse Bretagne avant la Révolution, les prêtres non bretonnants avaient l'obligation d'apprendre le breton. Donc, l'usage du breton était largement prédominant dans le domaine religieux au moins jusqu'en 1902, lorsque le président du Conseil, Émile Combes, impose l'usage du français pour les instructions religieuses (Broudic, 2013:444).

Mais, avec la Révolution Française à ses débuts, en 1789, l'organisation sociale du pays change, et avec elle, la situation des différentes langues qui cohabitent sur le territoire français.

Donc, la nouvelle politique linguistique marque une rupture par rapport à l'Ancien Régime en promouvant les différentes langues du pays, et il se mène une importante politique de traduction, au bénéfice des différentes langues de France, parmi lesquelles le breton.

Mais, six mois plus tard, cette politique de « traduction » devient une politique de « francisation ». C'est alors que le décret Barère<sup>23</sup> applique la norme de nommer un instituteur de langue française dans chaque commune de campagne.

*Art. I. Il sera établi dans dix jours, à compter du jour de la publication du présent décret, un instituteur de langue française dans chaque commune de campagne des départements du Morbihan, du Finistère, des Côtes-du-Nord et dans la partie de la Loire-Inférieure dont les habitants parlent l'idiome appelé bas-breton.*

*Art. III. Il ne pourra être choisi un instituteur parmi les ministres d'un culte quelconque, ni parmi ceux qui auront appartenu à des castes ci-devant privilégiées ; ils seront nommés par les représentants du peuple, sur l'indication faite par les sociétés populaires.*

---

22 L'utilisation du terme « bretonnant » est attestée depuis le Moyen Âge, Un locuteur en breton est un bretonneger. (Broudic ; 2013:439)

23 Bertrand Barère (1755-1841) était un homme politique de la Révolution française et juriste français, rapporteur attitré du Comité de salut public.

*Art. IV. Les instituteurs seront tenus d'enseigner tous les jours la langue française et la Déclaration des droits de l'Homme à tous les jeunes citoyens des deux sexes que les pères, mères et tuteurs seront tenus d'envoyer dans les écoles publiques ; les jours de décade ils donneront lecture au peuple et traduiront vocalement les lois de la république en préférant celles relatives à l'agriculture et aux droits des citoyens<sup>24</sup>.*

Il s'agit du commencement d'une politique de « francisation » avec l'objectif de propager l'usage du français et en finir avec les autres langues de l'État pour essayer d'associer tous les citoyens non-francophones du pays dans un même développement. Ce processus continuera avec « le trait d'union de deux politiques » de R. Balibar et D. Laporte qui exclura toute langue différente du français dans tous les actes publics écrits.

D'autre part, l'argumentation de l'abbé Grégoire<sup>25</sup> n'est pas exactement la même. Le rapport Grégoire est un document qui parle des aspects des langues différentes du français dans le territoire.

Ce rapport est divisé fondamentalement en deux parts. La première partie est une description des patois et des costumes de la population, la deuxième partie décrit le désir de l'abbé Grégoire d'en finir avec ces patois.

*On peut assurer sans exagération qu'au moins six millions de Français, surtout dans les campagnes, ignorent la langue nationale (...) Ainsi, avec trente patois différents, nous sommes encore, pour le langage, à la tour de Babel, tandis que pour la liberté nous formons l'avant-garde des nations<sup>26</sup>*

Après ces mesures, la connaissance du français augmente au XIX<sup>e</sup> siècle et les villes deviennent les points de diffusion de cette langue. Comme on a déjà dit préalablement, c'est aussi un personnage clé pour l'expansion de la langue française, le Président du Conseil Émile Combes, élu sénateur en 1885, qui lutte par décret contre l'usage du breton pour essayer de mettre fin à la pratique cette langue dans la vie religieuse sous peine de retirer leur traitement aux membres du clergé qui utilisaient le breton.

Plus tard, après la Deuxième Guerre mondiale, la jeunesse bretonne opte pour la langue française, car elle permet d'acquérir une position de prestige. Et même si le breton se trouve comme

---

24 Rapport du Comité de salut public sur les idiomes. En ligne : <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/francophonie/barere-rapport.htm> [24/11/2018]

25 Henri Jean-Baptiste Grégoire (1750-1831) était un prêtre catholique et homme politique français et il est considéré comme une des principales figures de la Révolution française.

26 Leclerc, J (2013) *Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser la langue française*. En ligne : <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/francophonie/gregoire-rapport.htm> (2013) [22/11/2018]

langue première en Basse Bretagne, les nouveaux enfants s'élèveront sous une éducation en langue française (Broudic ; 2013:446).

Actuellement, on peut trouver des bretonnants dans les situations les plus diverses mais, la situation linguistique du territoire breton a changé dans les derniers siècles jusqu'au point où le français a gagné du terrain dans les différents champs du quotidien, mais surtout au niveau administratif et de l'éducation.

## 4.4. Le breton aujourd'hui

Actuellement, le breton (*appelé brezoneg ou brezhoneg*) est une langue celtique parlée au nord-ouest de la France, dans la zone appelée Basse-Bretagne (Breizh Izel) qui comptait 206 000 locuteurs actifs en 2007 (Broudic ; 2013:440) mais seulement 172 000 locuteurs aujourd'hui<sup>27</sup>.

Nous allons parler brièvement de la situation du breton dans l'éducation, les médias et la société.

La transmission du breton a été au long du temps majoritairement de type familial, même si quelques enseignants ont opté par une transmission de type scolaire. Après la répression des langues dites régionales du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle dans l'enseignement, la progression en faveur de ces langues qui resteront minoritaires a été lente mais continue.

Ainsi, la première école maternelle immersive en breton, laïque et gratuite est ouverte en 1977 par l'association Diwan<sup>28</sup>, plus tard sont ouvertes les filières publique (1983) et la catholique (1990).

Avec la réduction de la transmission familiale du breton à partir des années 50, l'apprentissage du breton d'aujourd'hui dépendra encore plus de l'enseignement des écoles maternelles (Moal ; 2009:27-37).

En ce qui concerne l'enseignement de la langue bretonne, l'école primaire est la plus privilégiée en comparaison avec l'enseignement de l'école secondaire et du supérieur, dans lesquels on trouve une décadence de l'enseignement de cette langue. Dans le cas de l'enseignement supérieur, le breton continue d'être présent, et même l'Université de Rennes offre un master en breton et celtique<sup>29</sup> (Morales, Murillo ; 2013:39).

---

27 Leclerc, J (2013) France : Situation géopolitique et démolinguistique. Les langues de France. En ligne : [http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/france-1demo.htm#3\\_Les\\_langues\\_r%C3%A9gionales\\_en\\_France\\_m%C3%A9ropolitaine](http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/france-1demo.htm#3_Les_langues_r%C3%A9gionales_en_France_m%C3%A9ropolitaine) [05/12/2018]

28 Les écoles Diwan (1977) ont par objectif celle d'enseigner le breton en immersion et elles sont devenues populaires par leur niveau d'exigence. (Morales Costa, K;2012:37)

29 Université de Rennes. En ligne : 2 <https://intranet.univ-rennes2.fr/crbc/master-breton-celtique>

Les données du 2018 indiquent une augmentation du nombre de nouveaux sites bilingues ouverts ; ce fait contribue à la croissance de l'enseignement bilingue et augmente les chances des élèves de se former en plusieurs langues et de connaître la langue et la culture de leur région<sup>30</sup>.

Aussi, les médias jouent aujourd'hui un rôle très important dans la diffusion des langues en général, et du breton en particulier. Mais, lorsqu'on parle de l'influence des médias dans la langue, on fait référence exclusivement aux émissions de radio et de télévision, car il n'existe pas encore des chaînes de TV émettant intégralement en breton comme il existe dans d'autres langues régionales. Or, en 2006 a été créée la première chaîne en langue bretonne exclusivement diffusée sur le web : *Brezhoweb*<sup>31</sup>, une chaîne qui diffuse des programmes de toutes sortes.

Il existe d'autres chaînes télévisées qui présentent des émissions en langue bretonne depuis plus de 40 ans, telles que *France 3 Bretagne*<sup>32</sup> ou de chaînes locales comme *TV Rennes* ou *Tébéo*.

Par rapport à la radio, depuis 1982, diverses chaînes locales de *France Bleu*<sup>33</sup> diffusent plusieurs heures d'émissions en breton. Mais, c'était seulement en Basse-Bretagne que les bretonnants pouvaient la capter jusqu'en 2011, lorsque l'émission a réussi à se diffuser sur l'ensemble du territoire de la Bretagne. Une année plus tard sont créées deux nouvelles radios indépendantes : *Radio Bro Gwened*<sup>34</sup> et *Radio Kreiz Breizh*<sup>35</sup>, deux radios qui sont toujours diffusées aujourd'hui dans certaines zones de Bretagne et dont l'objectif est la promotion du breton et des réalités de la Bretagne. L'augmentation de l'horaire des émissions en langue bretonne est venue à partir d'internet, grâce à la mise en place d'un réseau de radios associatives en langue bretonne : *Brudañ ha Skignañ*.

En ce qui concerne la presse, il existe deux titres de grande pertinence disponibles sur papier : la revue mensuelle *Bremañ* (1980) et l'hebdomadaire *Ya !* (2000). Aussi, on peut souligner des revues au contenu culturel comme *Aber*, *Al Lanv* ou *Hor Yezh* ou quelques journaux locaux qui publient souvent des articles en breton comme *An Dason*, *Le Peuple breton* ou l'hebdomadaire *Le Trégor*.

---

30 Office public de la langue bretonne. *Les chiffres de la rentrée scolaire de l'enseignement bilingue en 2018*. En ligne : <http://www.fr.brezhoneg.bzh/47-enseignement.htm> [05/12/2018]

31 Brezhoweb. En ligne : <http://www.brezhoweb.com/> [05/12/2018]

32 Franceinfo. France 3 Bretagne. En ligne : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/emissions/france-3-breizh>, [05/12/2018]

33 France bleu. En ligne : <https://www.francebleu.fr/emissions/abadenn/breizh-izel> [05/12/2018]

34 Radio Bro Gwened. En ligne : <http://www.radio-bro-gwened.com/> [05/12/2018]

35 Radio Breizh. En ligne : <http://www.radiobreizh.bzh/fr/rkb/radio.php> [05/12/2018]

Nous pouvons conclure en soulignant que la présence de la langue bretonne dans les médias est très faible malgré les efforts de diverses institutions et associations pour doter cette langue du prestige mérité<sup>36</sup>.

Par rapport à la situation sociale de la langue, nous pouvons voir comment, autant la presse que l'enseignement, ne touchent qu'un nombre réduit de la population de la région.

Après avoir remplacé le latin comme langue administrative en Bretagne à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, la langue bretonne reste liée à l'église catholique et elle est conférée à la partie du territoire qui recevra le nom de Basse-Bretagne. C'est dans cette partie du territoire que le breton est la langue quotidienne jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Mais le déclin de son usage a été remarquable puisque le nombre de locuteurs est passé de presque un million de bretonnants à moins de 250 000 aujourd'hui. (Le Dû ; 1999:26) La raison de cette diminution du nombre de locuteurs est le remplacement progressif des langues régionales par la langue prédominante et dominante : le français. Il s'agit d'une situation de diglossie que la région de Bretagne continue à vivre. Mais, c'est pendant le XX<sup>e</sup> siècle que le breton commencera à se normaliser grâce à l'aide d'auteurs comme François Vallée (1860-1949) ou Roparz Hémon (1900-1978). Ces auteurs écrivaient dans une variété appelée néo-breton parce qu'aucun d'entre eux n'a eu le breton comme langue maternelle. Il s'agit du début d'un processus de récupération et de mise en valeur de la langue bretonne et de sa culture.

On parle du breton comme d'une langue classée par l'UNESCO parmi les langues en danger sérieux d'extinction à cause de l'exclusion quasi totale de l'école et la vie publique qu'elle a vécue.

C'est pour cette raison que la préservation de cette langue ne s'explique que par les propres bretonnants, qui ont conservé la langue à travers la transmission familiale et l'usage dans la vie quotidienne, et aussi par des associations et des collectifs qui luttent pour la préservation et diffusion de la langue et de la culture de la Bretagne<sup>37</sup>.

---

36 Office public de la langue bretonne. En ligne : <http://www.fr.brezhoneg.bzh/25-media.htm> [05/12/2018]

37 Généralement le breton est présenté comme la langue de la Bretagne même si elle ne s'entend que dans la Basse-Bretagne (LE DÛ ; 1999:25)



## 5. Conclusion

Au cours de ce travail qui se termine, nous venons de voir comment *langue régionale* est l'expression utilisée pour nommer la langue bretonne, par opposition à la *langue nationale* qui est le français. Nous pouvons le voir dans notre analyse, dans laquelle notre intérêt s'est porté sur quelques éléments en particulier : la situation territoriale de la France, et plus concrètement de la Bretagne ; l'évolution du droit concernant les langues dans le pays français à partir du XIX<sup>e</sup> siècle ; l'éclaircissement de quelques concepts nécessaires à la compréhension de notre travail et, finalement, l'évolution de l'histoire de la Bretagne et de sa langue, le breton.

L'ensemble de toute cette information nous permet d'approcher la réalité d'un pays très diversifié du point de vue linguistique mais qui a généralisé le français comme langue unique, la seule officielle dans toutes les régions.

De cette manière, même s'il existe une diversité linguistique importante dans le pays, les politiques linguistiques ont penché pour privilégier une seule langue en appuyant ainsi la « centralisation » du français. Ainsi, même s'il s'est créé une série de lois et décrets concernant la préservation et promotion des langues régionales ou minoritaires, le pouvoir central a opté généralement pour ignorer la richesse linguistique et culturelle du pays, ce qui a eu pour effet une situation de diglossie marquée par l'opposition entre la langue régionale et la langue nationale.

De tout cela nous pouvons tirer plusieurs conclusions mais, la plus considérable, sans doute, est d'avoir constaté la situation linguistique de ce pays. L'objectif de ce travail a été principalement de rendre compte de manière exhaustive de la diversité linguistique et culturelle française, et de percevoir la pauvreté législative concernant ces langues, en soulignant la non-ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, un coup considérable pour les droits de ces langues.

Aussi, ce travail prétend faire une nouvelle approche par rapport à la situation d'une langue en particulier : le breton, un trésor culturel ignoré pendant des siècles et qui a constamment perdu des droits et des locuteurs au long du temps.

Nous avons essayé de comprendre la situation de cette langue à travers l'analyse de la situation territoriale de la Bretagne, de l'étude des certains faits historiques pertinents pour l'évolution de ce peuple et de la transformation de la situation de la langue bretonne au long du temps, pour arriver à la situation actuelle, dans laquelle nous avons présenté la position de cette

langue dans le monde éducatif, dans les médias et brièvement, sa situation dans la société d'aujourd'hui.

Arrivés à la fin de la rédaction de ce travail, nous pouvons tirer la conclusion de l'importance de l'engagement des locuteurs et des associations et collectifs qui luttent pour la préservation des langues régionales ou minoritaires.

En somme, la France est un pays marqué par une importante richesse culturelle qui aurait besoin de la création de nouvelles lois concernant la préservation des différentes cultures et langues du pays, car « les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France <sup>38</sup>», et sauvegarder le patrimoine contribue à la diversité du monde.

---

38 Legifrance. Le service public de la diffusion du droit. En ligne :  
[https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?  
idArticle=LEGIARTI000019241104&cidTexte=LEGITEXT000006071194&dateTexte=20090810](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?idArticle=LEGIARTI000019241104&cidTexte=LEGITEXT000006071194&dateTexte=20090810) [15/12/2018]

## 6. Bibliographie

- Alén Garabato, C. 2009 “De la loi Deixonne à la révision de la Constitution en 2008 : l’impasse idéologique?” In : Kremnitz, G. *Histoire sociale des langues en France*. Presses Universitaires de Rennes. Rennes.
- Alén Garabato, C. 2009 *Langues minoritaires en quête de dignité. Le galicien en Espagne et l’occitan en France*. L’Harmattan, Paris
- Blanchet, P ; Breton R ; Schiffman ;H (1999) *Les langues régionales de France : un état des lieux à la veille du XXI siècle*. Peeters Louvain-la-neuve. Leuven
- Boyer, H. 2013. “L’impact de l’unilinguisme sur la normativisation de la langue française.” In : Kremnitz, G. *Histoire sociale des langues*. Presses universitaires de Rennes. Rennes,
- Broudic, F. 1995. *La pratique du breton de l’Ancien Régime à nos jours*. Presses universitaires de Rennes. Rennes.
- Broudic, F. 2013. “Le breton” In : Kremnitz, G. *Histoire sociale des langues en France*. Presses Universitaires de Rennes. Rennes.
- Christos, C. Costaouec, D. Coyos JB. 1999 *Langues et cultures régionales de France*. L’Harmattan. Paris.
- Contini, M. 2006. “Présent et passé : la notion de frontière dans une lecture interdisciplinaire de l’espace linguistique”. In Álvarez, R. Dubert García, F, Sousa Fernández, X. *Lingua e territorio*. Consello da Cultura Galega : Instituto da Língua Galega. Santiago de Compostela
- Cornette, J. 2005. *Histoire de la Bretagne et des bretons*. 2 vols. Éditions du Seuil. Paris
- Costaouec, D. 2013. “Politiques linguistiques : Le cadre légal en France”. In : Herreras JC. *Politiques linguistiques en Europe*. Presses Universitaires de Valenciennes. Valenciennes
- Escudé, P. 2013. « Histoire de l’éducation : imposition du français et résistance des langues régionales » in Kremnitz, G. *Histoire sociale des langues en France*. Presses universitaires de Rennes. Rennes.
- Kremnitz, G. 1981. “Du *bilinguisme* au *conflit linguistique*. Cheminement de termes et de concepts” In : *Langages*, 15<sup>e</sup> année, n°61. *Bilinguisme et diglossie*. Larousse.
- Kremnitz, G. 2013. “Le terme langue face à celui de variété dans le cadre du phénomène de la communication” In Kremnitz, G. *Histoire sociale des langues en France*. Presses Universitaires de Rennes. Rennes.

- Le Besnerais, M. Cortier, C. 2012. *Langues régionales et minoritaires, pratiques intercompréhensives dans l'éducation bi-/plurilingue (EBP-ICI) : Un terrain privilégié ?*. Université autonome de Barcelone, Université autonome de Lyon..
- Lespoux, Y. 2013 “Enseignement des langues « régionales » et en langues « régionales »” In : Kremnitz, G. *Histoire sociale des langues en France*. Presses Universitaires de Rennes. Rennes.
- Moliner, O. 2013 « LA politique linguistique au Parlement : de la III<sup>e</sup> République à la loi Deixonne » In : Kremnitz, G. *Histoire sociale des langues en France*. Presses Universitaires de Rennes. Rennes.
- Moreno Cabrera, JC. 2008. *El nacionalismo lingüístico. Una ideología destructiva*. Ediciones Península. Barcelona.
- Noyer, H. 2013. “Patois : le déni français de glossonyme” In Kremnitz, G. *Histoire sociale des langues en France*. Presses Universitaires de Rennes. Rennes.
- Tabouret-Keller, A. 1997 « Les langues régionales comme objet d'écriture dans les textes législatifs français, entre 1951 et 1995 », *Études récentes en linguistique de contact* Labrie, N. Bonn, Dummler, Plurilingua XX.
- Tabouret-Keller A 1999 : *Table ronde : La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Quelles perspectives s'offrent pour la France ? Quelles interprétations ? Quelles limites ?* In *Langues et cultures régionales de France*. Paris.
- Woehrling, JM. 2013. “Histoire du droit des langues en France” In : Kremnitz, G. *Histoire sociale des langues en France*. Presses Universitaires de Rennes. Rennes.

## 7. Sitographie

— Baggioni, D (1980) *La langue nationale. Problèmes linguistiques et politiques*. La Pensée : revue du rationalisme moderne. Éditions sociales internationales, Paris. : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6202167t/f38.image.texteImage>

—Costa Morales, K. Et Sánchez Murillo, J. (2012) “La situation politico-linguistique des langues régionales de France : le cas du breton”. In *Letras*, 2 (52), dans <http://www.revistas.una.ac.cr/index.php/letras/article/view/6294>

— Dictionnaire Larousse en ligne : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais>

— Le site de la région Bretagne : <https://www.bretagne.bzh/>

— Leclerc, J. (2013) *L'aménagement linguistique dans le monde*. : <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/monde/>

— Legifrance. Le service public de la diffusion du droit. : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

— Ministère de la Culture : <http://www.culture.gouv.fr/>

— Moal, S. (2009) *La langue bretonne dans l'enseignement en 2009 : quelques éléments*. In : Tréma. L'enseignement des langues régionales en France aujourd'hui : état des lieux et perspectives. : <https://journals.openedition.org/trema/898>

— Office public de la langue bretonne : <http://www.fr.brezhoneg.bzh/25-media.htm>